

Ecole normale supérieure - PSL
Service restauration

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE SERVICES

Maintenance des matériels et équipements de restauration de l'Ecole Normale Supérieure

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°

2025-023










Date limite de réception des offres

30/06/2025





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	13
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	18
8.	PENALITES, RESILIATION, LITIGES	24
9.	FIN DU CONTRAT	28

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Maintenance des matériels et équipements de restauration de l'Ecole Normale Supérieure
	Acheteur	Ecole normale supérieure - PSL
	Type de contrat	Marché ordinaire de services
	Structure	3 lots
	Lieu d'exécution	Campus Panthéon : 45 rue d'Ulm 75005 PARIS Site Jourdan : 48 Boulevard Jourdan 75014 PARIS
	Délai	12 mois - 3 reconductions
	Développement durable	Clause environnementale
	Variation des prix	Révisables
	Nature des prix	Prix forfaitaire pour la maintenance préventive et bons de commande pour la maintenance corrective (application de prix unitaires)

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ **Objet de la prestation :**

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

Maintenance des matériels et équipements de restauration de l'Ecole Normale Supérieure.

Le marché est mixte avec une partie à prix forfaitaires et prix unitaires :

- La partie forfaitaire concerne les prestations de maintenance préventive ;
- La partie à bons de commande concerne les prestations curatives, d'interventions en cas de panne, ou encore d'astreinte.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins et seront établis au regard du Bordereau des prix unitaires (BPU).

■ **Lieu d'exécution :**

Les lieux d'exécution des prestations sont définis à l'annexe 1 du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

■ **Activités de l'Ecole normale supérieure – PSL :**

A la fois grande école et université, l'École normale supérieure - PSL dispense une formation d'excellence par la recherche conduisant aux différents métiers de l'enseignement et de la recherche, et concourt à la formation par la recherche des cadres supérieurs des administrations publiques et des entreprises françaises et européennes.

Elle définit aussi et met en œuvre une politique de recherche scientifique et technologique dans une perspective multidisciplinaire et internationale.

L'École normale supérieure - PSL dispose de tous les éléments essentiels d'une vie de campus universitaire : espaces de vie et d'étude, bibliothèques, installations sportives et culturelles, etc.

L'établissement est ouvert du lundi au dimanche ainsi que certains jours fériés.

Les hébergements sont ouverts 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

L'annexe 4 au CCTP présente les périodes d'ouverture des sites concernés et le nombre de repas servis / de passages par jour en moyenne.

Le titulaire ne peut se prévaloir, pour éluder ses obligations définies au marché, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, s'agissant notamment de l'interruption ou du report de toute opération décidée par l'Ecole normale supérieure.

■ **Exclusivité :**

Pendant la durée de l'accord-cadre, sans que le titulaire puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un tiers lorsque le titulaire ne peut pas assurer les prestations décrites dans le présent accord-cadre.

■ **Pièces contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent CCAP et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP et ses annexes éventuelles ;

- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre financière et technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur Ecole normale supérieure – PSL.

Service en charge du suivi de la bonne exécution des prestations :

Service restauration
45 rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

Les prestations sont décomposées comme suit en **3 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire** mono-attributaire.

Lots	Objet
Lot n°1	Maintenance des matériels et équipements "Froid déporté & intégré"
Lot n°2	Maintenance des matériels et équipements "Cuisson, préparation, distribution et tous équipements techniques"
Lot n°3	Maintenance des matériels et équipements "de laverie (vaisselle et plonge-batterie) et leurs environnements"

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Chaque accord-cadre est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de sa date de notification, au plus tôt le 9 septembre 2025.

■ Reconduction :

Le contrat est reconductible **3 fois** sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le contrat est reconduit de manière tacite.

L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 3 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

Si le montant maximum d'une période est atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

■ Prestations similaires :

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés et ou accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché et ou nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

■ Calendrier d'exécution :

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire selon le calendrier prévisionnel fixé par ce dernier dans son offre.

Ce calendrier d'exécution est précisé lors du démarrage des prestations.

Le calendrier doit respecter les contraintes définies dans le CCTP et ses annexes.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Le marché est mixte avec une partie à prix forfaitaire et une partie à prix unitaires.

Le prix des prestations est forfaitaire et unitaire durant la durée du marché. Ils sont établis et décomposés dans la décomposition du prix global et forfaitaire et dans le bordereau des prix.

■ Contenu des prix :

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG susvisé, les prix sont réputés couvrir ou inclure la totalité des prestations qui font l'objet de l'accord-cadre. Ils sont établis en tenant compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations.

Les prix du contrat sont réputés comprendre :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de déplacement, d'approvisionnement, de conditionnement, de stockage, d'emballage, de gestion et élimination des déchets, d'assurance et de transport ;
- les réunions de travail et de validation entre l'acheteur et le titulaire ;
- toutes les sujétions liées à la mise en œuvre des prestations du marché.
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils sont également réputés comprendre toutes les autres charges fiscales frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais et sujétions afférents à la bonne et complète exécution des prestations telles que définies au CCAP et CCTP.

Le titulaire reconnaît avoir notamment vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation, voir demandé tous renseignements complémentaires nécessaires.

■ Contenu des prix – Maintenance préventive :

Le forfait de maintenance préventive comprend, notamment :

- la main d'œuvre, déplacements, contrôle/vérification, essais de bon fonctionnement et fourniture de petites pièces
- l'établissement des fiches interventions incluant les recommandations techniques au responsable de la restauration (exemple: achat à neuf plutôt que réparation lourde au vu des pannes déjà enregistrées,...)
- l'ensemble des certificats réglementaires de vérification
- la traçabilité des matériels sur toute leur durée de vie
- la visite de recensement pour la mise à jour de la monographie des matériels de restauration collective
- l'émission d'un devis correctif éventuel et première visite de diagnostic d'une panne, le cas échéant.

La liste des matériels à maintenir est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse dans la limite de 15 %, sans incidence sur le prix.

■ Contenu des prix – Maintenance corrective/curative :

Lors des interventions, les prix sont ceux consignés aux annexes financières du contrat. Il ne pourra être demandé de prise en charge complémentaire par l'administration en cas de durée excessive de la prestation, de moyens humains ou matériels supplémentaires.

Déplacement :

Les prix décrits ci-dessous sont ceux consignés aux annexes financières. Le montant du déplacement sera ajouté à chaque prix lors de la facturation.

Le prix du déplacement (aller-retour) comprend, notamment :

- les frais de carburant ou d'électricité (aller-retour),
- les frais de fonctionnement courants du véhicule (nettoyage, contrôle technique, etc.),
- les frais d'assurance,
- les frais de péage,
- les frais éventuelles de réparation

Si plusieurs matériels sont réparés le même jour au même lieu géographique, un seul déplacement A/R sera décompté.

Prestations :

a) Prix « expertise » / « diagnostic »

Le prix de l'expertise comprend :

- l'expertise (avec démontage / remontage si besoin),
- la main d'œuvre,
- la fiche diagnostic,
- le devis, le cas échéant.

NB : ce prix est le seul montant facturé en cas de refus de devis.

Pour information :

Durée moyenne d'une expertise : 1 heure (durée moyenne estimative au regard du retour d'expérience)

b) Prix « Dépannage immédiat » – « panne simple » :

Le prix forfaitaire pour un « dépannage immédiat » - « panne simple » comprend, notamment :

- le démontage/remontage,
- la main d'œuvre,
- le remplacement de petites pièces dites consommables (< 30 € HT)
- la fiche diagnostic,
- les essais de bon fonctionnement.

NB : la résolution d'une panne simple sera de préférence réalisée au même moment que l'expertise.

Pour information :

Durée moyenne d'un « dépannage immédiat » - « Panne simple » : 1 heure 30 (durée moyenne estimative au regard du retour d'expérience)"

c) Prix « panne complexe » avec devis accepté

Le prix de la réparation comprend, notamment :

- la prise en charge du matériel dans les locaux de l'administration,
- le démontage,
- la qualification du personnel,
- la réparation,
- le remontage,
- les essais de bon fonctionnement,
- le rapport d'intervention.

NB :

1. le montant des pièces détachées n'est pas inclus.
2. le montant de l'expertise sera exonéré car déjà facturé.

d) Prix des pièces détachées

Pour la maintenance curative, le prix des pièces détachées est unitaire.

Lors de la présentation de son devis, le titulaire s'engage vis-à-vis de l'administration à pratiquer le meilleur rapport qualité/prix par la remise de prix acceptables, appropriés et réguliers tout au long de la

vie du marché.

A ce titre, le titulaire pourra proposer 2 devis :

- pièce fabricant
- pièce adaptable et compatible

Le choix du devis retenu est de la responsabilité du service de la restauration.

Les justificatifs d'achats des pièces détachées, d'un montant supérieur à 300 € HT, **seront joints obligatoirement** au devis et/ou à la facture (exigence minimum).

En deçà de ce montant, l'administration se réserve le droit de les demander.

Le coefficient d'approvisionnement appliqué par le titulaire **ne peut être supérieur à 1,25 par rapport à son prix d'achat des pièces**. Pour information : il comprend la marge mais également le temps passé dans la recherche des pièces, les frais de transport, etc.

NOTA :

L'administration se réserve la possibilité de vérifier les prix pratiqués en matière de pièces détachées chez d'autres fournisseurs (à rapport qualité et/ou normes égales).

A ce titre, l'administration peut contraindre le titulaire à acheter les pièces chez un tiers si ce dernier pratique des prix plus avantageux. Dans ce cas, le titulaire est dégagé de toute responsabilité en matière de garantie de pièces.

A la demande de l'administration, les pièces échangées seront à laisser dans les locaux du site. Dans ce cas, l'administration devient propriétaire du déchet.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

■ Variation des prix :

Dans un premier temps, les prix du marché restent fermes durant toute la première période d'exécution.

Par la suite, ces prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de reconduction du marché par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Pour toutes prestations, à l'exception du prix « déplacement » :

La **formule de variation** utilisée est $P = P_o \times [0,15 + 0,85 (I_m / I_o)]$.

P = prix révisé

P_o = prix initial

I_o = valeur de l'index au mois M_o

I_m = valeur de l'index pour le mois de référence

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

L'index utilisé est le suivant :

Code index	Libellé de l'index
ICHT-IME	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183 https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183#Tableau

Pour le prix « déplacement » :

La **formule de variation** utilisée est $P = P_o \times [0,15 + 0,85 (I_m / I_o)]$.

P = prix révisé

P_o = prix initial

I_o = valeur de l'index au mois Mo

I_m = valeur de l'index pour le mois de référence

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

L'index utilisé est le suivant :

Code index	Libellé de l'index
TR	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A17 HZ – Transports et entreposage Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766503 https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766503

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis. En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

Mise en œuvre de la variation des prix – Demande à la charge du titulaire :

Pour que soit mise en œuvre la clause de révision des prix, le titulaire doit en faire la demande.

Cette demande doit présenter les prix après révision et indiquer tous les éléments utiles à sa vérification, notamment, les calculs réalisés et les indices et valeurs utilisés.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au pouvoir adjudicateur, par mail à l'adresse ulmrestauration@ens.psl.eu avec accusé de réception, ses prix révisés avec un préavis, 2 mois, avant la date prévue pour leur application (date anniversaire de la prise d'effet du marché).

Si les conditions énoncées précédemment ne sont pas respectées par le titulaire, les prix applicables lors de la période précédente sont reconduits sans être révisés.

Dans le cas où la révision présentée ne respecte pas les conditions du présent article ou contient des erreurs, il sera demandé au titulaire de procéder à la correction de sa demande dans un délai défini par l'ENS-PSL et communiqué au titulaire par courriel.

Celui-ci ne pourra être inférieur à 2 jours ouvrés et ne pourra excéder 10 jours ouvrés.

Dans le cas où la nouvelle proposition serait à nouveau erronée l'ENS-PSL appliquera automatiquement la formule de révision de prix recalculée par ses soins ou la dernière révision réalisée, si celle-ci lui est plus favorable.

Les prix révisés dans les conditions fixées ci-dessus n'auront pas à être constatés par avenant.

Révision à l'initiative de l'ENS-PSL :

En l'absence de demande du titulaire, l'ENS-PSL pourra appliquer une révision d'office pour constater une variation d'un indice à la baisse (supérieure à 2%).

La notification des prix révisés sera transmise au titulaire, au plus tard avant la première commande de la période révisée.

Modification du cadencement de la révision des prix :

En complément de l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, dans l'hypothèse où une hausse des prix liée à la conjoncture économique (crise sanitaire, hausse des prix exceptionnelle mondiale des matières premières...) serait constatée au cours de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier temporairement le cadencement de la révision des prix.

Le changement de cadencement s'effectuera par le biais d'un avenant à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ Présentation des demandes de paiement :

Le règlement du présent marché se fera sur présentation de facture détaillée qui devra correspondre aux prestations effectuées conformément au CCTP.

Chaque site de l'Ecole doit être clairement indiqué dans la facture.

La facturation des prestations de maintenance préventive comprises dans le forfait sera établie après remise au pouvoir adjudicateur d'un compte-rendu périodique tenant compte de la fréquence des maintenances du marché.

La facturation ne concernera que les prestations dont l'exécution est totalement achevée.

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement correspondant aux prestations réellement exécutées, c'est-à-dire au service fait validé par le service restauration, y compris si ce dernier est partiel.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ Autorité compétente pour payer les dépenses :

Monsieur l'Agent comptable de l'Ecole normale supérieure - PSL

45 rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ **Spécifications techniques :**

Les caractéristiques techniques des prestations et la liste des équipements à maintenir figurent dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

■ **Maintenance préventive :**

La maintenance préventive s'exécute dès la prise d'effet du contrat. Elle n'est pas soumise à l'émission d'un bon de commande.

Le CCTP précise les modalités d'exécution de cette prestation.

■ **Maintenance corrective - Généralités :**

La maintenance curative des équipements répond à la norme NF EN 13306 X 60-319.

Le CCTP précise les modalités d'exécution de cette prestation.

■ **Maintenance corrective – Modalités de mise en œuvre :**

Le responsable de la structure de restauration qui, lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, fera appel au titulaire du marché, par téléphone avec confirmation par messagerie électronique.

Dans le cas d'une intervention curative, à la suite d'une panne détectée lors d'une intervention préventive ou sur appel du responsable de la restauration, le titulaire présentera dans les délais requis un devis hors taxes, par intervention et par équipement ou matériel, avec le coût des pièces détachées (avec le coefficient d'approvisionnement appliqué) et sur la base des coûts horaires et de déplacement définis au marché.

Sur son devis, il fera apparaître le temps passé et le coût de la main d'œuvre et du déplacement. Après le délai de rétablissement, il présentera sa facture d'intervention ainsi que les éléments demandés concernant les pièces détachées.

Le devis sera, après acceptation du service restaurant, joint au bon de commande pour valoir pièce contractuelle.

■ **Autres prestations – Modalités de mise en œuvre :**

Concernant les autres prestations décrites dans le CCTP, Le responsable de la structure de restauration fera appel au titulaire du marché, par téléphone avec confirmation par messagerie électronique.

Dans ce cas, à la suite de l'appel du responsable de la restauration, le titulaire présentera dans les délais requis un devis hors taxes, par intervention et sur la base des coûts horaires et de déplacement définis au marché.

Sur son devis, il fera apparaître le temps passé et le coût de la main d'œuvre et du déplacement. Après exécution de la prestation, il présentera sa facture d'intervention.

Le devis sera, après acceptation du service restaurant, joint au bon de commande pour valoir pièce contractuelle.

Maintenance corrective et « autres prestations » – Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro du lot,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- le coût des pièces pour la maintenance/ pièces de rechanges
- le coût horaire main d'œuvre
- l'intitulé et le lieu d'exécution ;
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maximal de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Par dérogation aux articles 10.2.1 et 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à prendre en compte pour les bons de commande sont ceux à la date d'émission du bon de commande.

■ Travaux réalisés par une entreprise extérieure

Pendant l'exécution du marché et le cas échéant le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter des modifications d'installations par l'entreprise qualifiée de son choix.

Durant l'exécution de ces travaux, le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour ne pas perturber cette entreprise, et informer par écrit de tout risque d'interférence occasionné par ces prestations. Le cas échéant, il pourra être invité à participer à la réception des travaux.

Le titulaire peut signaler tout point lui apparaissant comme une anomalie. Ces constatations devront être adressées par écrit au Service de la restauration qui décide des suites à donner.

■ Propriété des documents :

Les documents et livrables, quel que soit leur format, qui sont réalisés à l'occasion du présent marché sont propriété exclusive de l'ENS-PSL.

6.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Pour toutes les prestations, le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat. Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications de l'accord-cadre.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- le respect des exigences et l'atteinte des résultats dans le C.C.T.P. ;
- la qualité des prestations exécutées ;
- l'état des installations et des locaux entretenus ;
- la qualification et l'effectif du personnel de maintenance ;
- la tenue à jour de la documentation technique réglementaire ;

Pour répondre à la réglementation en vigueur et pour lui permettre de réaliser les essais et mesures qu'il doit pratiquer sur les installations, le prestataire dispose obligatoirement d'un ensemble d'appareils d'essais et de mesure en état de marche correspondant aux équipements et aux objectifs de performance.

Ces appareils doivent répondre aux normes ISO et être présentés à l'ENS à chacune de ses demandes. Ces dispositions sont complétées par les dispositions prévues au CCTP le cas échéant.

Le titulaire est présent lors des opérations de vérification à la demande du service restauration.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisé et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont désignées par l'ENS-PSL. Le titulaire en est informé lors de l'exécution de l'accord-cadre.

6.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

Généralités :

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

En cas de modifications énumérées ci-après aux 1. et 2., le titulaire sera avisé par ordre de service avec respect d'un délai de préavis de quinze jours.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

1. En cas d'évolutions des conditions d'exécution des prestations, des modifications du marché pourront être apportées.
2. Les parties pourront s'entendre aux fins d'introduction d'un plan de progrès destiné à améliorer les performances de la prestation tout au long de l'exécution du marché.
3. Le titulaire, en tant qu'expert et dans le cadre de son obligation générale d'information et de conseil, devra être en mesure, sur sollicitation de l'ENS-PSL, de faire des propositions et présenter des solutions quant aux aménagements de toute nature (moyens humains, évolution du matériel, produits, évolution des process et procédures) afin d'optimiser la qualité de la prestation et pour parvenir à une plus grande efficacité de la prestation globale.

De même, il veillera à la prise en compte de la santé et de la sécurité à tous les niveaux du marché, conformément aux dispositions réglementaires applicables.

Le cas échéant, le plan de progrès, validé conjointement par l'ENS-PSL et le titulaire, sera contractualisé dans le cadre d'un avenant au présent marché.

Lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par des circonstances imprévues, les parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- des conditions financières du présent marché, et/ou
- des conditions d'exécution du marché, et/ou
- de la durée du marché,
- et des mesures à prendre pour atténuer les effets de cette situation, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations.

Ces modifications du marché prennent la forme d'un avenant et sont négociées, au préalable, entre les Parties.

Cas particulier - Prestations supplémentaires ou modificatives :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives** après consultation au titulaire.

Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Cas – particulier - Prix nouveaux :

Au vu de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur peut commander des prestations pour lesquelles le bordereau des prix ne prévoit pas de prix et ce, sans que ces prestations puissent remettre en question l'économie du contrat ou avoir d'incidence financière sur le montant de celui-ci et sans qu'il soit nécessaire de modifier les pièces du marché.

Aussi, toute extension des prestations du marché, restant dans le cadre de son objet général, strictement nécessaire à la réalisation du présent marché, pour lesquelles ledit marché n'a pas prévu de prix et qui ne seraient pas identifiées à ce jour, peut être commandée par la personne chargée de l'exécution du marché, que cette extension concerne leur objet ou leur consistance (établissement de sous-détails de prix, ...).

Ainsi, le bordereau des prix pourra être complété à la marge en cours d'exécution par l'ajout de nouvelles références. Celles-ci feront l'objet de prix nouveaux.

La personne assurant la conduite du marché adresse au titulaire une demande de devis par courriel.

Dans un délai maximal de 5 jours calendaires à compter de la réception de la demande, le titulaire envoie son devis à la personne assurant la conduite du marché.

Après accord, le nouveau prix est intégré au Bordereau des prix, sans donner lieu à la passation d'un avenant. Un additif reprenant les prix nouveaux sera cosigné par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur peut notifier au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire.

Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Langue :

Les correspondances relatives au présent marché sont rédigées en français.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à

la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ **Mesures de sécurité :**

Il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret du 2 novembre 2011.

CERTIFICATION ET SECURITE DES PERSONNELS

Si la protection des intérêts essentiels de l'ENS-PSL l'exige dans le cadre de sa mission de service public, l'ENS-PSL peut soumettre l'accès à certains lieux où des mesures de sécurité s'appliquent, à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) de l'ENS-PSL pour limiter les risques d'atteinte à l'ordre public et assurer la protection de la sécurité nationale.

Afin de permettre à l'ENS-PSL d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;

Par ailleurs, l'ENS-PSL se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité du lieu concerné, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par l'ENS-PSL une fois connue la décision prise par le fonctionnaire de sécurité et de défense (FSD) pour l'ENS-PSL, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par l'ENS-PSL.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

MESURES DE PORTEE GENERALE

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers l'ENS-PSL.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues aux articles L. 2193-4 à L. 2193-7 du code de la commande publique.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer l'ENS-PSL par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'ENS-PSL se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par l'ENS-PSL autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire, ainsi que les sous-traitants éventuels, participant aux prestations du présent marché doivent se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'Etablissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent marché.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent marché.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation de l'ENS-PSL, de tout élément connu dans le cadre du présent marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent marché.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner la résiliation sans indemnité du marché à ses torts.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée à un tiers au contrat sans le consentement exprès, écrit et préalable de l'ENS-PSL, à moins d'une injonction d'une autorité judiciaire française. Dans cette hypothèse, le Titulaire en informe sans délai l'ENS-PSL avant toute communication, à moins que l'injonction judiciaire ne le lui interdise expressément. Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du marché.

■ Protection des données à caractère personnel

Chaque partie à l'Accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'Accord-cadre.

Les données contenues dans ces supports, dans les documents, les données issues notamment des systèmes d'information, les données à caractère personnel intégrées dans les systèmes d'information sont strictement couvertes par le secret professionnel.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données, le titulaire et ses Sous-traitants s'obligent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment de garantir qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

L'ENS-PSL, et le titulaire, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par l'ENS-PSL. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'ENS-PSL.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec l'ENS-PSL pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'ENS-PSL toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'ENS-PSL ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'ENS-PSL dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'ENS-PSL, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable de l'ENS-PSL et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'ENS-PSL des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique à l'ENS-PSL le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

L'ENS-PSL se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire et son ou ses sous-traitants expressément agréé(s).

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'Accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par l'ENS-PSL, afin de se conformer aux règles nouvelles, sont notifiées au titulaire par l'ENS-PSL et sont d'application immédiate. La prise en compte des impacts administratifs et financiers de cette décision donne lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Enfin, le titulaire s'abstient en toute hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de ses prestations à ses propres fins ou pour le compte de tiers, et s'engage à modifier ou supprimer, soit à la demande de l'ENS-PSL, soit à la demande d'une personne concernée, et en toute hypothèse à l'achèvement de la finalité poursuivie et au terme de l'exécution de ses prestations, toute données personnelle collectée à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations.

8. PENALITES, RESILIATION, LITIGES

8.1. Pénalités

■ Pénalités pour retard – Généralités :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>

■ Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations - Maintenance préventive :

Sur la base des délais indiqués dans le cadre des actions à mener par le titulaire au regard des dispositions prévues à la gamme de maintenance, tout retard pourra être sanctionné par une pénalité par jour de retard de 2% du montant forfaitaire annuel de la maintenance, sur la structure concernée.

■ Pénalités pour retard d'intervention de dépannage et de rétablissement :

Tout retard d'intervention ou de rétablissement pourra être sanctionné par une pénalité de retard de 50 € HT par heure de retard constatée.

Les pénalités peuvent être cumulatives (intervention et rétablissement).

■ Pénalités pour entretien pas ou mal effectué – Maintenance préventive :

Si ces vérifications de l'acheteur révèlent que l'entretien n'a pas/ou mal été effectué, conformément aux prescriptions du présent marché, ces manquements entraînent l'application d'une pénalité par constat de 2% du montant forfaitaire annuel de la maintenance, sur la structure concernée.

Les frais nécessaires à la mise en place de nouvelles visites de contrôle, sont dans ce cas à la charge du prestataire.

■ Pénalités dans le cadre des dépannages non concluants

Compte tenu des obligations de résultat associées à la mise en place d'actions palliatives suffisantes pour mettre fin au désordre, soit de manière palliative, soit de façon durable, selon la nature, la cause et effets de la panne, une intervention sera considérée comme non concluante si le titulaire, en cas de difficulté de diagnostic et de remise en état de marche ou remise en fonction en mode dégradé, des équipements concernés, ne s'est pas donné les moyens nécessaires définis ci-dessous, dans les délais d'indisponibilité autorisés prévus au regard de l'unité d'œuvre considéré et du site concerné.

Pour mettre fin au désordre dans les délais d'indisponibilité, et suivant la criticité de la panne, il appartient au prestataire mainteneur de juger de l'opportunité dès son arrivée à procéder à :

- l'appel d'un autre niveau d'intervention supérieur,
- l'appel de renfort,
- l'approvisionnement sur le site du matériel, outillage, consommables de maintenance en quantité et qualité suffisantes.

Il appartient au titulaire de faire la preuve, le cas échéant, que l'intervention non concluante ne lui est

pas imputable. L'intervention non concluante sera considérée comme non réalisée et donnera lieu à une pénalité égale à 5 % du montant hors taxes annuel du forfait de maintenance préventive du site concerné.

■ **Indisponibilité :**

Conformément à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et services, un matériel est indisponible lorsque son usage est rendu impossible.

L'indisponibilité débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire.
- Dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition à l'acheteur des éléments en état de marche.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30$$

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;
- R = le nombre de jours de retard.

■ **Pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire**

Tout retard dans la remise des rapports d'intervention, inventaires, audits d'entrées, audits de démobilisation et autres rapports et indicateurs, mémoires visés par le présent contrat, pourra entraîner l'application d'une pénalité égale à 50 € HT par jour ouvré de retard par matériel concerné et par type de document concerné.

Toute absence non excusée aux réceptions de travaux, accompagnements aux opérations de contrôles réglementaires le cas échéant, réunions diligentées par le service gestionnaire notifié au titulaire avec un préavis de 1 mois minimum pourra entraîner l'application d'une pénalité de 350 euros HT sans qu'il soit réalisé de mise en demeure préalable.

■ **Pénalités pour retard d'édition de devis**

Tout retard dans l'édition de devis de maintenance curative, pourra entraîner l'application d'une pénalité égale à 0,5% du forfait annuel de maintenance préventive du site concerné par jour ouvré de retard.

■ **Pénalités pour retard d'actualisation**

La non-tenue à jour de la base de données de l'outil GMAO (ou équivalent) ou la non-identification des équipements lors de l'inventaire exhaustif, pourra entraîner l'application d'une pénalité égale à 50 € HT

par jour ouvré de retard à la réception de ce constat par lettre recommandée du pouvoir adjudicateur.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le titulaire de l'accord-cadre défaillant ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends :

En cas de litiges, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG/FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet du marché.

Dans tous les cas, la survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

■ Résiliation pour faute :

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG/FCS, sous réserve des dispositions ci-dessous.

Par ailleurs, en complément des dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent CCAP ainsi que tous les documents qui y sont mentionnés, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Sans réponse satisfaisante du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire. Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

Le titulaire peut demander à être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Télécopie : 01 44 59 46 46
Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Fin d'exécution des prestations :

Durant les trois (3) mois précédant l'échéance, normale ou prématurée du contrat, le titulaire sera tenu de laisser le libre accès aux installations, et de fournir tous les renseignements nécessaires à la reprise de l'exploitation par une autre entreprise ou la personne publique.

A l'expiration du contrat, le titulaire remettra au représentant du pouvoir adjudicateur toutes les installations du présent marché en bon état d'entretien.

Le titulaire fournira un inventaire de sortie du marché, dans le cadre des opérations de démobilisation, au titre du présent contrat.

Chaque inventaire devra notamment être fourni au pouvoir adjudicateur, sur support informatique, au format Excel ou.xls, non protégé.

Cet inventaire sera à produire à la demande de l'ENS-PSL pour permettre la relance du présent accord-cadre dans un délais de 15 jours suivant la demande. Tout retard pourra faire l'objet de pénalités.

■ Propriété intellectuelle :

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

■ Garantie :

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 1 an.

Si la durée de garantie accordée par le fabricant est supérieure à un an, la durée de garantie est celle qui est la plus favorable à l'ENS-PSL.

■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux mises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des mises en état.

Interventions sur des matériels sous garantie :

Le titulaire est réputé connaître les clauses de garantie légales et particulières des installations dont il a la responsabilité.

Si le titulaire intervient en dépannage sur du matériel posé par une autre entreprise et faisant l'objet d'une garantie particulière, le titulaire interviendra pour une mise en sécurité des installations et communiquera

au service restauration les éléments nécessaires à la mise en œuvre d'un recours en garantie.

En outre :

Les installations sous garantie peuvent être :

- Des matériels achetés directement par l'ENS.
- Des installations nouvelles réceptionnées à la date de prise d'effet du marché.
- Des installations nouvelles non réceptionnées à la date de prise d'effet mais dont l'exploitation sera malgré tout indispensable.

En cas de défaillance sur des équipements ou de désordres sur des ouvrages durant leur période de garantie (parfait achèvement, biennale ou décennale), le titulaire assure :

- Un diagnostic précis du défaut. Ce diagnostic détermine l'origine du défaut et établit la responsabilité technique d'un ou plusieurs intervenants.
- L'information des conclusions de son diagnostic.
- Les mesures conservatoires nécessaires et la mise en service des équipements de remplacement ou de secours éventuels.
- Toutes les démarches demandées par l'ENS pour préserver ses droits nés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs et de tout tiers responsable ou estimé responsable.
- Le suivi de toutes les interventions relatives au désordre, des réparations définitives et de la réception.

Ces dispositions ne doivent pas être un frein à la continuité du service à laquelle le titulaire est obligé.

Le titulaire prend soin de faire en sorte que ces interventions ne soient pas de nature à entraîner la déchéance des garanties légales ou contractuelles sous peine d'être tenu pour responsable des conséquences sauf en cas de mise en sécurité du personnel ou des biens ou de demandes écrites de l'ENS-PSL.

Le titulaire est réputé connaître les clauses de garanties légales et particulières attachées aux installations et ouvrages.

Le titulaire assiste l'ENS dans l'exercice de ses droits de recours en garantie auprès des installateurs et fournisseurs.

Le titulaire prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur pour assurer la coordination de leurs interventions. Après réparation par les intervenants en garantie, il vérifie le bon fonctionnement de l'équipement et en informe l'ENS.

Le titulaire informe l'ENS des dates d'expiration des garanties, dresse un état des équipements et ouvrages dans des délais suffisants pour engager des recours et assiste l'ENS en cas de visite contradictoire.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique Pièces contractuelles de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique Contenu des prix de l'article 5.1 du contrat déroge à l'article 10.1.3 du CCAG

La rubrique Maintenance corrective et « autres prestations » – Présentation des bons de commande de l'article 6.1 du contrat déroge à l'article 10.2.1 et 10.2.2 du CCAG

La rubrique Pénalités pour retard-Généralités de l'article 8.1 du contrat déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG

La rubrique Résiliation pour motif d'intérêt général de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)